

المفقودون DISPARUS
ون DISPARU المفقودون
المفقودون DISPARU المفقودون
DISPARUS المفقودون
DISPARUS المفقودون
المفقودون DISPARUS المفقودون

Collectif des
Familles de
Disparus en
Algérie

SOS Disparus

Communiqué de presse

L'ère du Parti unique est de retour en Algérie

Le gouvernement algérien révèle une fois de plus sa volonté machiavélique de fermeture de toutes les associations de défense des droits de l'Homme en Algérie et ne semble pas vouloir s'arrêter là.

Après la dissolution de l'association Rassemblement Action Jeunesse (RAJ), les poursuites judiciaires envers le MDS et du RCD, la mise sous scellés de Radio M, la mise sous scellés des locaux de la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH), tout porte à croire que les autorités algériennes veulent faire disparaître maintenant SOS Disparus.

En effet, le **mercredi 25 janvier 2023 à 18h, deux officiers de police, dont l'un en tenue de combat accompagné d'un autre en civil venus dans une voiture officielle de la police, ont sonné à la porte des bureaux de SOS Disparus à Alger. Ils étaient à la recherche du propriétaire des lieux pour lui laisser une convocation. Le document de format A4 entre les mains de l'officier de police n'avait nullement l'apparence d'une convocation. Un document plutôt très inquiétant.**

La malveillance du gouvernement algérien envers SOS Disparus n'est pas nouvelle. Malgré toutes les démarches effectuées, l'association ne dispose toujours pas de statut légal en Algérie. Devant la résistance des familles et de leur association, les autorités algériennes ont décidé de faire complètement disparaître du décor les familles de disparus en les interdisant de rassemblement, croyant ainsi que la charte pour la paix et la réconciliation nationale allait leur permettre de tourner la page sur une Histoire qui les hante : Les disparitions forcées.

SOS Disparus est la seule entité en Algérie à offrir un espace d'accueil aux familles dont les proches ont été victimes de disparitions forcées pendant les années 1990 après avoir été arrêtés par les forces de l'ordre toutes confondues. Le chiffre officiel est de 8023 personnes disparues en Algérie. Nombreuses sont les ONG qui parlent de 23 000 disparus en Algérie.

Malgré les intimidations et les menaces de mort envers les dirigeants de l'association et toutes les souffrances qu'elles subissent, les familles de disparus continuent sans relâche de porter le combat avec une détermination inouïe à lutter pour que les familles des victimes obtiennent la Vérité et la Justice que le pouvoir leur doit. L'association SOS disparus œuvre pour la non-répétition du crime de disparition forcée, considéré par les Nations Unies comme un crime contre l'humanité.

Les familles de disparus déclarent aux plus hautes instances algériennes que la rue les a vu naître, elles continueront d'y grandir et d'exister tant qu'elles n'auront pas trouvé de réponses à leurs questions, avec ou sans local.

Ainsi, SOS disparus et le CFDA appellent à la Solidarité inconditionnelle à toutes les organisations de défense des droits de l'homme en Algérie qui subissent la répression d'un Etat autoritaire. Nos associations représentent les derniers bastions démocratiques à donner une voix aux victimes des violences de l'Etat algérien.

Alger le 26 janvier 2023

Nassera Dutour

Présidente CFDA/SOS Disparus



SOS Disparus

Press release

The era of the single party is back in Algeria

The Algerian government has once again revealed its sinister desire to close down all human rights associations in Algeria and does not seem to want to stop there.

After the dissolution of the association Rassemblement Action Jeunesse (RAJ), the legal proceedings against the MDS and the RCD, the sealing of Radio M, the sealing of the premises of the Algerian League for the Defense of Human Rights (LADDH), everything leads us to believe that the Algerian authorities now want to make SOS Disparus disappear.

Indeed, on Wednesday 25th January 2023 at 6pm, two police officers, one of them in combat gear accompanied by another one in civilian clothes who had come in an official police car, rang the doorbell of the offices of SOS Disparus in Algiers. They were looking for the owner of the offices to leave a convocation. The A4 document in the hands of the police officer did not look like a convocation. It was a very worrying document.

The malicious intent of the Algerian government towards SOS Disparus is not new. Despite all the steps taken, the association still has no legal status in Algeria. Faced with the resistance of the families and their association, the Algerian authorities decided to make the families of the 'disappeared' disappear completely from the scene by forbidding them to gather, believing that the Charter for Peace and National Reconciliation would allow them to turn the page on a history that haunts them: Enforced disappearances.

SOS Disparus is the only entity in Algeria to offer a space to families whose relatives were victims of enforced disappearance during the 1990s after being arrested by the forces of law and order. The official number is 8 023 disappeared persons in Algeria. Many NGOs speak of 23 000 disappeared in Algeria.

Despite the intimidation and death threats against the leaders of the association and all the suffering they have endured, the families of the 'disappeared' continue to carry on the fight with an unprecedented determination to ensure that the families of the victims obtain the Truth and Justice that the authorities owe them. SOS Disparus works for the non-repetition of the crime of enforced disappearance, considered by the United Nations as a crime against humanity.

The families of the 'disappeared' state to the highest Algerian authorities that the street saw them being born and they will continue to grow up in the street and to exist as long as they have not found answers to their questions, with or without offices.

Thus, SOS Disparus and the CFDA call for unconditional solidarity with all human rights organizations in Algeria that are suffering repression from an authoritarian state. Our associations represent the last democratic bastions to give a voice to the victims of the violence of the Algerian state.

Algiers, 26 January 2023

Nassera Dutour

President CFDA/SOS Disparus